

Washington demande le soutien de l'UA face à l'invasion russe en Ukraine

PANA, 04 mars 2022 Washington, DC, Etats-Unis - Les Etats-Unis cherchent le soutien de l'Union africaine (UA), suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, s'est entretenu jeudi avec le président sénégalais et par ailleurs président en exercice de l'UA, Macky Sall, et "a souligné l'importance de soutenir l'Ukraine contre l'invasion présumée et injustifiée de la Russie", indique un communiqué du Département d'Etat américain.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Le communiqué succinct ajoute que M. Blinken a également réaffirmé "la force du partenariat américain" avec le Sénégal et l'UA. Le chef de la diplomatie américaine et le président de l'UA ont discuté de ses priorités en tant que président de l'organisation continentale, axées sur le combat contre la pandémie de COVID-19, la crise climatique et le renforcement de la démocratie sur le continent, poursuit le communiqué. Plusieurs pays africains ont condamné cette invasion, tandis que le président Sall et le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, ont exprimé leur "extrême préoccupation face à la très grave et dangereuse situation créée en Ukraine". Dans un communiqué rendu public à l'occasion du conflit, ils ont appelé la Fédération de Russie et tout autre acteur régional international au respect impératif du droit international, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale de l'Ukraine. Ils ont également exhorté les deux parties à l'instauration immédiate d'un cessez-le-feu et à l'ouverture d'un dialogue de négociations politiques sous l'égide des Nations Unies, afin de préserver le monde des conséquences dévastatrices, pour la paix et la stabilité dans les relations internationales au service de tous les peuples du monde. L'Union africaine est particulièrement préoccupée par les informations rapportées selon lesquelles, les Africains se trouvant du côté ukrainien de la frontière se verraient refuser le droit de traverser la frontière pour se mettre en sécurité. "Les rapports selon lesquels les Africains sont l'objet d'un traitement différent inacceptable seraient choquants et racistes et violeraient le droit international", déclare un communiqué de l'UA rendu public lundi.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});